

APPELÉS À «ADOPTER» DES LOIS IMPOPULAIRES À LA VEILLE DES LÉGISLATIVES

Le dilemme des députés FLN-RND

Véritable dilemme que celui auquel font face les députés de l'allégeance, amenés prochainement à avaliser bien de projets de lois controversés et à mesures impopulaires, dont notamment le projet de loi de finances pour l'année prochaine portant le sceau de l'austérité avec la batterie de hausses multiples de taxes et l'instauration d'autres dans un timing pas du tout indiqué en raison de la proximité de rendez-vous électoraux d'extrême importance.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un attelage de «cadeaux empoisonnés» choisis et emballés en haut lieu que les parlementaires du duo FLN-RND et les autres partis satellites auront le «devoir» d'avaliser sans coup férir, eux dont la majorité est fortement intéressée par renouveler le bail parlementaire à l'occasion des élections législatives prévues au printemps prochain.

Tout ce beau monde n'aura pas la latitude qu'il avait, notamment à la même période de l'année dernière à l'occasion des débats houleux qui avaient accompagné le projet de loi de finances pour l'année en cours et que l'opposition parlementaire vilipendait, en vain. Certes, des députés de la majorité avaient enfreint la discipline partisane, le temps d'une récréation, joignant leurs voix incendiaires à celles de leurs camarades de l'opposition, mais ils ont vite fait de «rentrer dans les rangs» le moment fatidique de vérité, soit le jour du vote, levant la main pour adopter ledit texte dans la traditionnelle communion propre au camp de l'allégeance.

Alors, ce scénario sera-t-il renouvelé, cette fois-ci, à l'occasion de la présentation au Parlement de

ce projet de loi aux côtés d'autres qui suscitent appréhensions et craintes parmi le petit peuple, comme le projet modifiant et complétant la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite prévoyant la suppression de la retraite anticipée, celui fixant les hautes responsabilités de l'Etat ainsi que les fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne ? Surtout qu'il s'agira pour ces députés fortement intéressés par prolonger leur séjour à l'hémicycle parlementaire, de «montrer leurs muscles», le temps de débats de façade, se prévalant d'une proximité avec les citoyens, donc leurs potentiels électeurs, en portant leurs préoccupations, eux qui ont fait preuve d'indifférence criante à leur égard le long de cette mandature. Ceci sur fond de surenchère que le secrétaire général du RND a d'ores et déjà appelé à éviter, invitant ses troupes parlementaires à faire «prévaloir les intérêts des citoyens et à participer à l'activité parlementaire sans démagogie», le pays, estime-t-il, «continue d'œuvrer à surmonter la crise financière et à poursuivre son développement» et «n'a pas besoin de telles pratiques».



Situation délicate pour les députés FLN-RND.

Plus explicite, Ouyahia a aussi exhorté les députés du parti qu'il a réunis le week-end dernier, à «porter les préoccupations de la population de leurs circonscriptions» aux tribunes de chacune des deux Chambres du Parlement, à «contribuer à l'enrichissement des projets de loi dans les commissions parlementaires» et à «apporter leur appui au gouvernement lors du vote des différents textes législatifs». Une surenchère «passagère» qui n'effraie pas pour autant l'opposition parlementaire.

Pour Naâmane Laouar, député du MSP, le fait que des «députés de l'allégeance puissent porter les pré-

occupations des citoyens ne nous dérange aucunement». Ceci même s'il reconnaît que cet éventuel coup de gueule ne sera, comme de coutume, qu'«éphémère» car «ne prévalant que le temps des débats parlementaires retransmis en direct sur le petit écran». Pour le vice-président du MSP, les députés de l'allégeance seront dans une «situation inconfortable, voire délicate puisque appelés à adopter».

Une appréciation que partage son collègue parlementaire du PT, Youcef Taâzibt, qui n'exclut pas que «des députés de la majorité ne recourent à une sorte de séance de rattrapage en s'adonnant à la suren-

chère à l'occasion des prochains débats autour notamment du projet de loi de finances 2017 et celui de la retraite. Mais ces députés frondeurs d'un jour iront-ils cette fois-ci jusqu'à désapprouver ces textes du gouvernement lors des séances de vote ? Une interrogation à la quelle le membre de la direction du parti que dirige Louisa Hanoune n'ose pas de réponse franche, rappelant seulement qu'un député du FLN avait, lors de la séance du vote du projet de loi portant code électoral, publiquement avoué être contre mais contraint de voter pour sur ordre du secrétaire général du vieux front du pouvoir !

M. K.

INSTAURATION DE NOUVELLES TAXES EN PÉRIODE DE CRISE

Une preuve de carences dans la gestion de l'économie

L'instauration de nouvelles taxes en période de crise est la preuve apportée par l'Etat de plusieurs carences dans sa gestion de l'économie et de sa situation budgétaire qui devient intenable du fait de son incapacité à réviser sensiblement ses dépenses sans casser des mécanismes qui lui sont précieux dans la société, selon l'économiste Ferhat Aït Ali.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Il convient de signaler que l'avant-projet de loi de finances 2017 donne un avant-goût que les temps seront encore durs pour les ménages.

Selon notre interlocuteur, pour augmenter les impôts, «il faut que cela soit fait sous la dictée d'une vision d'ensemble, qui prend en charge aussi bien la masse d'assiette fiscale ciblée et appréhendable que la nature des flux financiers dans la société, une augmentation de taux n'entraîne pas automatiquement une augmentation de revenus publics, mais souvent l'effet inverse, un tarissement de la production identifiée de bien et un appel d'air vers l'informel moins facile à appréhender».

Pour sa part, l'enseignant universitaire et économiste, Mohamed Achir, estime que face à une crise des finances publiques causée par la baisse de la fiscalité pétrolière, le gouvernement n'a d'autre choix que l'augmentation des taxes et impôts. «Mais la question se pose à propos des taxes et impôts à relever sachant que toute augmentation impacte directement les entreprises et les ménages.»

Ainsi, il prévient qu'un éventuel-

le augmentation de la TVA de 2% touchera directement les prix à la consommation et c'est les consommateurs qui vont la subir. «Le pouvoir d'achat va être impacté suite à une inflation des prix et le ralentissement des importations», note M. Achir qui affirme que ce n'est là la meilleure façon de procéder de la part du gouvernement. «Parce qu'il faut s'attendre à un effet boomerang, inflation et ralentissement de la consommation et de la production.» Selon lui, l'Etat doit appliquer des taux de TVA réduits pour les produits de large consommation (panier alimentaire, transport, gaz, électricité). Car ces produits tirent la croissance à travers la consommation des ménages. Par contre, il considère qu'il y a d'autres taxes qu'il va falloir appliquer notamment celles liées à l'environnement et à la transition énergétique. «En tout cas, l'effet de TVA sur les prix n'est pas marginal, considère M. Achir, d'autant plus qu'en Algérie, il y a une faible concurrence et compétitivité des entreprises donc ces dernières ne peuvent pas amortir le taux d'augmentation de TVA par la baisse des coûts ou des prix de vente de leur produit».



Ralentissement de la consommation des ménages.

L'État inapte à intervenir à l'étranger pour acheter des actions

Lundi, un cadre du ministère de l'Industrie a annoncé que la liste des créneaux d'activités inéligibles aux avantages fiscaux et parafiscaux a été élargie à 200 contre 80 actuellement. «Ce n'est pas une mauvaise chose, mais il faut voir cette liste pour se faire une idée, si elle est de nature à pousser les investisseurs vers des créneaux plus productifs avec fort taux d'intégration, pourquoi pas ? Mais si elle est, au contraire, destinée à casser l'investissement local par toutes sortes d'artifices pour maintenir un besoin en produits et services

extérieurs, là cela deviendra cocasse et même néfaste», juge Aït Ali qui dit se méfier de tous les textes réglementaires censés expliciter les textes juridiques.

«En général, ils les biaisent ou les détournent tout simplement, certains législateurs bureaucrates font dans la délinquance juridique et cela est révélateur de la nature de certains Etats qui fonctionnent avec une logique pas très proche de celle de cette notion d'Etat», dit-il.

Le responsable au ministère de l'Industrie a aussi déclaré que le droit de préemption s'appliquera aux cessions d'actifs aussi bien en Algérie qu'à l'étranger. «Nous avons un droit de préemption qui portait sur les actions cédées par

ou au profit d'un investisseur étranger. Elle a fait l'objet (dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement) d'un aménagement à travers une séparation entre l'aspect fiscal et celui relatif au contrôle d'accès. Aussi, le droit de préemption s'appliquera désormais aux cessions d'actions à l'étranger par des sociétés étrangères disposant de participations dans des sociétés de droit algérien ayant bénéficié ou bénéficiant d'avantages.»

Avant, la loi prévoyait un droit d'achat, or tout le monde peut disposer de ce droit à partir du moment où il est sujet juridique et doté de la personnalité morale. Ce droit d'achat par l'Etat a été transformé en droit de préemption en modifiant la loi et en qualifiant de cession indirecte «toute cession d'actions d'entreprises étrangères à hauteur de plus de 10% ou détenant des participations dans des entreprises de droit algérien bénéficiant des avantages», a expliqué Ali Daiboune, conseiller du ministre de l'Industrie et ancien DG de l'Andi.

Une annonce qui déplaît à Ferhat Aït Ali qui estime qu'un Etat comme le nôtre «qui n'arrive pas à boucler son budget ni même à assurer le prochain assainissement de son secteur public boiteux» n'est pas apte à intervenir à l'étranger pour acheter des actions d'un groupe qui a des participations en Algérie.

Y. D.